

LE CAILLOU DANS LE SOULIER

LA PIEDRA EN EL ZAPATO

THE STONE IN THE SHOE

Printemps 2011 no. 8



Who will take the salt from the earth - Pête Yahnke

CANADA - COLOMBIE :

qui a besoin d'un accord de libre-échange pour poursuivre les échanges coloniaux ?

De l'époque coloniale à aujourd'hui, la Colombie, comme tous les pays de l'Amérique latine, n'a cessé d'être saccagée par les puissants de ce monde. Bien que ce soit le Président César Gaviria Trujillo (1990-1994) qui ait donné l'impulsion à la politique d'ouverture des frontières aux marchandises et aux investissements étrangers, c'est le Président Álvaro Uribe Vélez (2002-2006 et 2006-2010) qui a mis à jour les cadres normatifs, légaux, politiques et de sécurité qui permettent aux compagnies et aux investisseurs étrangers de profiter de conditions plus favorables. Depuis les 10 dernières années, les Canadiens ont, eux aussi, commencé à avoir leur part du gâteau. Attirées par les nouvelles conditions avantageuses définies par la bourgeoisie nationale, de plus en plus de compagnies minières et pétrolières canadiennes s'installent en Colombie.

DANS CE NUMÉRO:

Dossier: Ciblons les profiteurs canadiens de la guerre en Colombie

AUSSI:

Des nouvelles d'en dedans
Des nouvelles des communautés du Choco
et plus !

Nous l'avons dit et répété : la signature de l'Accord de libre-échange (ALE) entre le Canada et la Colombie ne poursuivait pas tant des objectifs de nature économique. Il s'agissait avant tout d'un appui politique au régime d'Álvaro Uribe à un moment où ce dernier échouait à signer un tel accord avec son grand-frère américain. (Les démocrates états-uniens s'opposent à la ratification d'un tel accord qui aurait pour effet, selon eux, de cautionner les violations systématiques des droits humains par le gouvernement colombien.) En effet, bien que la Colombie soit parmi les principaux partenaires commerciaux du Canada sur le continent, elle est loin de constituer un marché d'exportation

.....suite en p. 13